

*Les subsides*

visage de nos villes, elles modèlent à leur tour notre vie. Londres, en Angleterre, est une des plus grandes villes du monde. Un jour, j'ai demandé à un urbaniste pourquoi les gens se sentaient toujours attirés par une ville comme Londres. Il a dit que le secret de l'attrait exercé par cette ville se trouve dans le fait qu'elle est millénaire et qu'elle a conservé le système des «boroughs» qui constituent chacun une collectivité en soi. Il a fait ensuite une observation intéressante: «Dans un «borough», on fait la connaissance de l'agent de police, du facteur et on n'a pas besoin d'indicatif postal. Ceux-ci savent si vous habitez le quartier ou non; vous connaissez l'épicier.» La dernière phrase de l'urbaniste est particulièrement révélatrice; il a dit ceci: «Lorsque vous mourez, quelqu'un vous pleure.» Je trouve que lorsqu'on crée des villes, lorsqu'on construit des logements par grappes dans les quartiers, nous ne devons pas perdre notre but premier de vue: s'arranger pour que nos petites villes subsistent 500 et même 1,000 ans.

Quelqu'un a dit qu'au Moyen-Âge, les occidentaux ont appris à penser systématiquement au royaume personnel. Du XII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, ils ont appris à penser systématiquement au monde matériel et à l'organiser. Aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle, nous avons appris à penser systématiquement aux organismes et à les administrer. Nous n'avons pas encore appris à percevoir l'homme comme homme. Nous considérons encore l'humain comme une chose. Si nous voulons accomplir quoi que ce soit de valable, il nous faudra remplacer les programmes et la construction des édifices par le travail de gens qui poursuivent des buts communs et qui partent des mêmes principes.

Permettez-moi de vous parler d'un fait très intéressant qui s'est produit au cœur de notre ville et qui, à mon avis, est une des meilleures choses qui pouvaient arriver parce qu'il indique la voie à suivre. Les Gouverneurs de l'Université d'Ottawa, après un très long débat avec la direction du Centre médical d'Alta Vista, ont décidé d'installer leur Faculté de médecine dans le Centre médical au lieu de la garder dans le ghetto universitaire du centre-ville. On a donc décidé d'éloigner la faculté du centre-ville, ce qui permettra aux étudiants en médecine d'être en contact avec la population au milieu de laquelle ils exerceront peut-être plus tard leur profession. C'est ce qu'il faut faire.

Un philosophe a dit un jour: «Nous sommes faits pour coopérer, comme les pieds, les mains et les paupières.» La véritable coopération consiste à coordonner les différents éléments pour le bien-être de tous. C'est par la discussion et la planification conjointe que l'on peut arriver à quelque chose. Dans les premiers temps du Canada, les gros travaux se faisaient en commun. Lorsqu'on construisait une maison, tout le voisinage était de corvée. Malheureusement, aujourd'hui, les gens ne s'entraident plus. Nous en sommes presque au point où toute aide doit être systématisée et entrer dans un cadre gouvernemental. Nous créons un programme et il faut des bureaux, un édifice, un budget et alors tout commence à devenir impersonnel et contenu. D'un côté, nous encourageons le sens des responsabilités et l'initiative privée et de l'autre nous créons une société où tout est systématisé et où l'initiative privée est étouffée.

L'une des choses qui m'inquiètent est cette fusion du ministère du logement et des affaires urbaines et de la Société centrale d'hypothèques et de logement. Ce qui m'inquiète, c'est

de voir un organisme, qui au départ devait être un puits d'idées, regroupant toutes les forces qui, dans le pays, œuvrent dans le domaine de l'urbanisme et du logement, devenir tout d'un coup un organisme puissant ayant son mot à dire au niveau des ministères et des grands centres urbains. Je ne pense pas qu'il aurait dû et qu'il doit en être ainsi. Ce qui devrait caractériser ce ministère, c'est d'avoir de bonnes idées, de réunir ensemble tous les services intéressant l'habitation et la planification urbaines. Le ministère devrait avoir la capacité de vision et de pensée collective, non pas le pouvoir qui caractérise certaines grandes administrations.

• (1252)

Je voudrais signaler quelques problèmes qui m'inquiètent dans cette administration. Le gouvernement est devenu une entité incorporelle. Il est coupé du monde réel. Dernièrement, on a annoncé des changements qui toucheront 400,000 Canadiens, lesquels ont déjà investi dans des régimes enregistrés d'épargne-logement. On l'a fait en cours de route. Peut-être que les prétendues lacunes qu'on a supprimées n'existaient pas en réalité. Quoi qu'il en soit, ces changements pénalisent les Canadiens qui ont déjà investi dans de tels régimes pour acheter des meubles ou à d'autres fins, choses qui étaient admises jusqu'en avril 1977.

Si on veut acheter des meubles avant cette date limite, il faut se rappeler que le régime ne s'applique qu'à certains types de meubles et de fournitures; mais la définition reste vague. Selon le règlement, le mobilier en question comprend: des meubles, des appareils ménagers, des tentures ou des tapis, mais n'inclut pas les biens personnels énumérés ou le mobilier ou matériel d'extérieur. Il existe cependant beaucoup de contradictions. Le régime s'applique aux tapis d'escaliers et aux moquettes à cause de l'emploi du mot «tapis», mais pas aux carreaux de salle de bain ou de cuisine. C'est une distinction farfelue. Et c'est une chose qui m'inquiète. Les gens qui vivent et travaillent à Ottawa connaissent bien la moquette. Les fonctionnaires sont habitués aux bureaux garnis de moquettes. Ils oublient que dans d'autres parties du Canada, il existe encore du bon vieux linoléum.

Je m'inquiète souvent que ce soit ceux qui habitent la tour de verre d'en face qui vont planifier notre stratégie industrielle. Je ne connais pas de petits bureaux ou de bureaux d'importance secondaire qui soient garnis de moquettes. Les députés d'en face sont tellement habitués aux bureaux de la dimension d'un terrain de football garnis de moquette qu'ils en oublient le reste du Canada. Ils oublient que la plupart des maisons canadiennes ont des linoléums.

Passons maintenant au problème des terrains. En analysant les problèmes et les conditions de réalisation de logements économiques, j'ai constaté que l'élément de base, c'est le fonds de terre. Il y a cinq ans on pouvait acheter à Ottawa un terrain pour moins de \$10,000. Aujourd'hui, la parcelle de 60 pieds coûte de \$25,000 à \$30,000. On peut évidemment répondre que cela est du domaine provincial et municipal. Mais il n'empêche que le gouvernement fédéral devrait prendre l'initiative d'une action de tous les intéressés en faveur d'un approvisionnement suffisant en terrains. Il faut nous occuper de cette question des terrains.

A ce qu'il paraît, une étude conjointe est en cours. Je sais que la question des coûts fonciers est très compliquée. J'espère que le ministre s'occupera de cette question, pour qu'il y ait